



Qui sommes-nous ?

Fondée à l'initiative d'Albert Mathiez en 1907 et reconnue d'utilité publique depuis 1935, la Société des études robespierristes a pour but de rechercher et de publier tous les documents ou travaux relatifs à l'histoire de Robespierre, de la Révolution et de l'Empire. Elle entend prendre en compte les origines et les développements ultérieurs de la Révolution française, embrassant ainsi toute la période comprise entre les années 1770 et le début du XIX^e siècle, voire au-delà lorsqu'il s'agit d'étudier la mémoire de la Révolution et ses répercussions dans le monde contemporain.

Pour prendre contact avec la SER

- Par voie postale :
Société des études robespierristes,
17 rue de la Sorbonne, 75231
Paris cedex 05
- Par courrier électronique :
contact@revolution-francaise.fr
- Par Facebook :
<https://www.facebook.com/etudes.robespierristes>

Éditorial

Les AHRF, instrument de rayonnement de notre Société

Fondées au début du XX^e siècle, les *Annales historiques de la Révolution française* sont éditées par Armand Colin et la Société des études robespierristes. La revue publie des articles originaux, ainsi que des travaux et documents inédits spécialement conçus pour les AHRF et consacrés à une période révolutionnaire entendue dans un espace et une chronologie larges, qui permettent de considérer l'ensemble des mouvements révolutionnaires ayant touché le monde entre les années 1770 et la décennie 1830. Si la Révolution française demeure au cœur de ses préoccupations, elle se tourne aussi vers les divers phénomènes révolutionnaires qui ont marqué l'Europe ou d'autres territoires tels l'Amérique du Nord, l'Amérique latine, les Indes au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles.

Cette ouverture internationale, rendue nécessaire par l'évolution de l'historiographie de la période, ainsi que par le classement de la revue – et les subventions du CNRS et du Centre national du Livre dont cette ouverture est la condition obligée – se traduit par le choix d'auteurs, dont environ le quart doit être des historiens étrangers. 15 à 30 % d'articles soumis par des historiens non francophones sont publiés chaque année. Depuis 2013, l'un des deux numéros thématiques est traduit en an-

glais et mis en ligne sur le site de CAIRN international. Il est envisagé désormais que soient placés systématiquement sur le site les articles des autres numéros écrits en langue étrangère, ceux en langue anglaise dans un premier temps. Cette ouverture est aussi pluridisciplinaire, la revue accueillant des articles consacrés, entre autres, à l'histoire du droit, à celle de l'art, à la philosophie et à la littérature. Elle est enfin intergénérationnelle, les spécialistes chevronnés côtoyant les jeunes doctorants.

Les AHRF publient quatre numéros par an, constitués d'articles, de publication de sources et de comptes rendus d'ouvrages français et étrangers (environ 70 à 80 par an), d'annonce de colloques et journées d'études, en particulier ceux organisés par la SER, en fin de rubriques (Regards croisés, Échos révolutionnaires) qui rendent compte des débats historiographiques actuels sur la période et des controverses qu'elle suscite encore. La revue est donc un instrument essentiel pour tout membre de la société et n'est en aucune façon réservée aux seuls historiens professionnels. En dernier lieu, Internet étant devenu indispensable, les AHRF sont disponibles sur CAIRN, Revue.org etc.

Annie Crépin
rédactrice en chef des AHRF



L'actualité de la Société des études robespierristes

L'assemblée générale de la SER

L'Assemblée générale de la SER du 11 mars dernier a entériné l'intégration de neuf nouveaux membres au titre de l'année 2016, dont deux candidatures arrivées très récemment. Elle a entendu et discuté successivement le rapport scientifique triennal établi par Jean-Yves Mollier, le rapport moral présenté par Michel Biard et le rapport financier présenté par Côme Simien, ainsi que le projet d'orientation, dont l'application dépendra cependant du nouveau conseil d'administration. La réélection de la moitié des membres de ce dernier, au nombre de treize, a fait l'objet de votes en séance qui se sont ajoutés aux votes par correspondance. Le scrutin, clos à 15 heures, a été dépouillé par une commission désignée par le dernier conseil et l'Assemblée générale.

Au total 97 votes ont été émis, dont 19 ont été jugés nuls pour diverses raisons, essentiellement l'absence d'identification du votant sur son enveloppe extérieure. Karine Rance a prononcé l'élection de: Malcolm Crook, Jean-Luc Chappey, Philippe Bourdin, Serge Aberdam, Stéphanie Roza, Danièle Pingué, Cécile Obligi, Virginie Martin, Hervé Leuwers, Samuel Guicheteau, Dominique Godineau, Annie Duprat et Jean-Numa Ducange.

Félicitations aux nouveaux élus, et ajoutons qu'une bonne centaine de votes ont été émis au total, car un retard dans les services du rectorat de Paris a empêché l'acheminement de notre courrier le vendredi 10 mars, ce qui fait qu'un petit nombre de votes tardifs n'ont pu être récupérés.

La première réunion du nouveau Conseil d'administration aura lieu le samedi 10 juin à Ivry.

Michel Biard reçoit la croix de chevalier de la Légion d'Honneur



Le 9 mars 2017, dans le grand salon de l'Hôtel de Clermont à Paris où siège le ministère des Relations avec le Parlement, le ministre André Vallini a remis à Michel Biard, professeur d'histoire de la Révolution française et du monde moderne à l'Université de Rouen, président de notre société, sur proposition d'Alain Tourret (député du Calvados, président du Club parlementaire des amis de l'Incorruptible), les insignes de chevalier de la Légion d'Honneur. Au-delà de son caractère personnel, cette distinction honore bien sûr la Société des études robespierristes et les études révolutionnaires, comme cela avait déjà été le cas pour plusieurs de nos anciens présidents (pour ne citer que les plus récents : Jean-Paul Bertaud, Claude Mazauric, Michel Pertué et Michel Vovelle).

Abolition de l'esclavage : le 223^e anniversaire du décret de Pluviôse

Le 4 février 2017, le Comité national pour la Mémoire et l'Histoire de l'esclavage a organisé dans la salle Louis Delgrès du ministère des Outre-Mer une cérémonie commémorant le 223^e anniversaire du décret du 16 pluviôse an II (abolition de l'esclavage dans toutes les colonies).

Devant un public nombreux (200 personnes), Éric Saunier a retracé la genèse du décret d'abolition. Une première table ronde réunissait Patricia Beauchamp-Afadé, Bernard Gainot, Bruno Maillard et Frédéric Régent, pour évoquer l'application du décret dans les différentes colonies.

L'après-midi, une deuxième table ronde, avec les mêmes participants, a traité des modalités du rétablissement de l'esclavage. Puis, dans sa conférence, Jean-Claude Halpern a décrit les fêtes organisées en l'an II pour rendre hommage à la liberté générale.



La Maison Robespierre : projet de musée

Le 9 février 2017 a eu lieu la première réunion du Comité scientifique de la Maison Robespierre. Depuis 1991, la ville d'Arras est propriétaire de la Maison "Robespierre". Construite en 1730, elle a été louée par Maximilien de Robespierre, sa sœur Charlotte et son frère Augustin de 1787 à 1789 et a été la dernière adresse arrageoise de Robespierre. La restauration puis l'usage de la maison ont été confiés en 1997 à la Fédération Compagnonnique des Métiers du Bâtiment, qui a décidé de restituer la maison à la ville d'Arras au 31 décembre 2016.



Lors du conseil municipal du 12 décembre dernier, Frédéric Leturque, maire d'Arras a sollicité Gérard Barbier, président de l'Université pour Tous, afin de constituer, de présider et d'animer un comité scientifique chargé de définir le projet historique, historiographique et muséographique de la Maison Robespierre.

La pensée constitutionnelle de Robespierre

Elsa Forey et Bernard Quiriny organisent les 18 et 19 mai prochains, à Dijon, un colloque sur le thème «La pensée constitutionnelle de Robespierre» Robespierre n'a jamais fait l'objet d'une étude proprement juridique, issue de la recherche en droit public, alors pourtant que les sujets qu'il a abordés relèvent directement du droit constitutionnel et, plus largement, de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui le «droit politique» : Constitution, déclaration des droits, droits de l'homme, droit naturel, libertés publiques, démocratie, séparation des pouvoirs, états d'exception, gouvernement révolutionnaire, distinction des régimes, limitation de la propriété, représentation, etc. Ce colloque a précisément pour but d'apporter un éclairage proprement juridique sur la pensée de Robespierre, selon deux logiques : mettre cette pensée à l'épreuve, bien sûr (quelle originalité ? quelle cohérence ? quelles influences ?), mais aussi profiter du détour historique par le robespierrisme pour réexaminer les catégories usuelles du droit politique telles qu'elles se sont précisément constituées à l'époque révolutionnaire.

Inscription gratuite et obligatoire : <http://credespo.u-bourgogne.fr>



Le 250^e anniversaire de la naissance de Saint-Just célébré dans la Nièvre

La Nièvre va commémorer la naissance de Saint-Just, député de la Convention, né à Decize le 25 août 1767. Au programme des 4 journées de commémoration qui se dérouleront les 13, 14, 15 et 16 octobre aux Forges de Guéringy : présentation de la pièce de théâtre *D'entre les morts*, de Michel Benoit et Pascal Tedes, projection en présence de l'acteur Pierre Santini du film *La terreur et la vertu*, réalisé par Alain Decaux, André Castelot et Stelio Lorenzi... L'un des temps forts de cette commémoration sera le grand débat organisé le dimanche autour du thème "Quand la Révolution engloutit ses enfants et que reste-il, à ce jour de la 1^{re} République?", en présence notamment de Bernard Vinot, biographe de Saint-Just, Marcel Dorigny, historien et membre de la Société des études robespierristes, Anne Quennedey, historienne et présidente des amis de Saint-Just à Blérancourt, Yves Adam, historien et secrétaire de l'association des Amis de Robespierre. Michel Benoit publie à cette occasion aux éditions de Borée un nouvel ouvrage : *Saint-Just, la liberté ou la mort*. Il sera disponible à partir du 15 juin prochain.

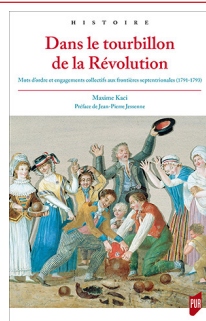


À lire

Dans le tourbillon de la Révolution

Comment de simples citoyens en viennent-ils à s'engager dans des débats et des mouvements historiques qui transforment durablement la France? Cette question devient cruciale au cours de la Révolution française: la période d'incertitudes qui s'ouvre en 1791 avec la multiplication des émeutes locales et la fuite du roi place les mobilisations collectives au cœur des préoccupations. C'est tout particulièrement le cas dans les districts frontaliers des Ardennes, du Nord et du Pas-de-Calais qui se retrouvent aux premières loges des désertions, puis de la guerre. Au cours de deux années particulièrement denses où se joue l'avenir de la République, la dynamique révolutionnaire, à l'image d'un tourbillon, est entretenue par des conflits, des prises de position concurrentes, des forces antagonistes. Les engagements collectifs aux frontières septentrionales ont alors des répercussions nationales car ils s'inscrivent dans des échanges intenses d'informations et d'hommes entre les territoires frontaliers, Paris mais également les pays voisins, belges et anglais. Les chansons, les pétitions, les fêtes ou encore les cris insurrectionnels sont autant de traces d'une histoire à hauteur d'hommes, une histoire vécue de la politique qui interroge la manière dont les citoyens s'approprient les mots d'ordre généraux, les investissent de leurs craintes et de leurs espérances. Ce livre, à partir des territoires frontaliers en Révolution, propose ainsi une réflexion sur les usages de la citoyenneté, la signification des mesures d'exception mises en œuvre pour faire face aux périls et les répercussions des postures identitaires adoptées face à l'étranger.

Maxime Kaci, *Dans le tourbillon de la Révolution. Mots d'ordre et engagements collectifs aux frontières septentrionales (1791-1793)*, Presses universitaires de Rennes, 326 p. 22 €



Aux origines du théâtre patriotique

L'union des arts, leur ouverture au plus grand nombre sont au cœur du projet de régénération porté par les révolutionnaires français. Le théâtre connaît alors un véritable âge d'or, comme en témoignent la multiplication des salles et l'émergence de quantité de nouveaux talents, chez les auteurs comme chez les comédiens, chez les professionnels comme chez les amateurs. Au nom du projet émancipateur de la République, les conventionnels élèvent le théâtre au rang d'"école primaire pour adultes". Des débats sur son utilité pédagogique animent les Assemblées, le Comité de salut public, les clubs, les sociétés, les journaux, au risque d'une censure qui échappe aux seuls critiques, et dont sont volontiers partie prenante les spectateurs. C'est ce foisonnement sans précédent que fait revivre Philippe Bourdin dans cette fresque captivante consacrée aux arts de la scène sous la Révolution. Un rayonnement notamment associé aux noms d'André Chénier, Chamfort, Fabre d'Églantine, Olympe de Gouges. L'incarnation des gloires républicaines se fait certes par le geste mais tout autant par le verbe. Minoritaire mais conquérant, le théâtre patriotique met en scène des personnages-orateurs : représentants du peuple, maires, officiers, instituteurs, curés patriotes ou, plus simplement, pères et mères de famille anonymes. Ils usent d'un discours de justification, de l'éloge, de la célébration, pour construire sur le vif de l'événement une légende nationale immédiate, un héroïsme à partager.

Philippe Bourdin, *Aux origines du théâtre patriotique*, CNRS, 504 p., 29 €



Comme des bêtes

La Révolution française a créé, sur les ruines de l'Ancien Régime, une nouvelle communauté politique composée de citoyens égaux. Dès lors, quelle place devait y occuper les animaux, si nombreux dans les villes et les campagnes? Avaient-ils eux aussi des droits? Pouvaient-ils continuer à les domestiquer et les manger? Étaient-ils des "sous-citoyens" à protéger ou une ressource à exploiter pour la nation? On découvrira des plaidoyers radicaux pour le régime végétarien, des projets parfois utopiques de citoyenneté animale, mais aussi l'émergence d'un racisme savant, qui instrumentalise les découvertes sur les grands singes pour mieux animaliser les esclaves noirs, et s'opposer à leur émancipation.

Pierre Serna, *Comme des bêtes. Histoire politique de l'animal en Révolution (1750-1840)*, éd. Fayard, 452 p., 25 €



Révolution russe et Révolution française

Grand historien de la Révolution française, Albert Mathiez fut aussi un intellectuel engagé, un partisan intransigeant de la démocratie sociale qui s'enthousiasma pour la révolution russe. Ces vingt-deux articles écrits au fil des événements analysent sur le vif ce séisme social et politique. Des journées de février 1917 jusqu'à la fin de la guerre civile, l'auteur tisse l'analogie avec la Révolution française. Dans les deux cas, il observe la force motrice des mouvements populaires, à contre-courant des interprétations selon lesquelles les révolutions appliquent des théories.

Albert Mathiez, *Révolution russe et Révolution française*, Introduction de Yannick Bosc et Florence Gauthier, éd. Critiques, 140 p., 14 €

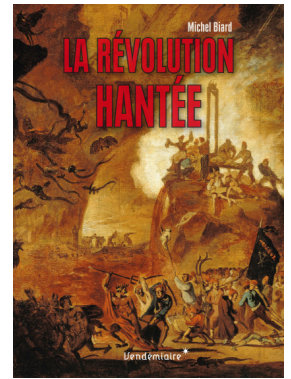


À lire

La Révolution hantée

Les premiers à comparaître au tribunal de Lucifer furent les corps décapités de juillet 1789. À partir de ce moment, et tout au long de la Révolution française, les enfers ne désempliront pas... C'est du moins ce que racontent les pamphlets, journaux et images de l'époque qui mirent en scène l'au-delà, sans discontinuer, jusqu'en 1795. Y apparaissent les rives du Tartare et les Champs Élysées, les rencontres de Mirabeau ou Robespierre avec Pluton, Belzébuth ou Cerbère, les galeries des supplices, les sarabandes de démons et autres créatures inquiétantes. Cet imaginaire apocalyptique, qui semble tout droit sorti d'un tableau de Jérôme Bosch, ce fut celui des Français durant ces années dominées par le spectre de la guillotine. C'était une façon d'accorder aux morts une seconde vie, mais aussi d'exorciser l'horreur par le rire. Et d'accéder, ce faisant, à une forme de résilience collective, face à cette violence terrible exercée tout à la fois contre des puissants et des anonymes. Les documents de l'époque en disent long sur les peurs et les traumatismes de ce temps, hanté par la fragilité de la destinée et la précarité des situations les mieux établies...

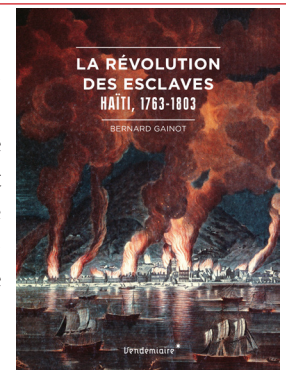
Michel Biard, *La Révolution hantée*, éd. Vendémiaire, 204 p., 21 €



La Révolution des esclaves. Haïti 1763-1803

Au XVIII^e siècle, Saint-Domingue est le fleuron de l'empire colonial français. Les inégalités de conditions et de statuts y sont criantes, entre libres blancs et libres de couleur, entre maîtres et esclaves, entre esclaves même. Avec les bouleversements de 1789, ces intérêts contradictoires entrent dans une phase de conflit ouvert, inaugurant plus d'une décennie de terribles violences, chaque groupe ayant pour objectif par le viol, les pillages et les massacres, l'anéantissement total du camp adverse. Ce chaos perdurera jusqu'à l'accession de l'île à l'indépendance en 1804. Sur le long terme, ces affrontements paroxystiques et cette décomposition sociale ont laissé des séquelles dans le paysage politique et l'identité haïtienne aujourd'hui.

Bernard Gainot, *La révolution des esclaves. Haïti 1763-1803*, éd. Vendémiaire, 228 p., 22,50 €

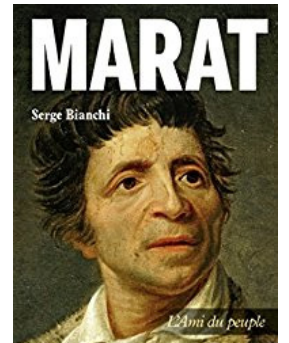


Marat, l'Ami du peuple

Détesté par les uns, adulé par les autres, Jean-Paul Marat est le plus controversé et le plus méconnu des grands acteurs de la Révolution française. Médecin et penseur au temps des Lumières, il subit l'hostilité ou l'indifférence de Voltaire et de Condorcet. Journaliste engagé, Marat illustre l'explosion de la presse d'opinion, le quatrième pouvoir, à travers son quotidien, l'Ami du Peuple, au fil de 685 numéros souvent censurés et publiés dans la clandestinité. Élu à la Convention, accusé d'aspirer à la dictature, associé à Danton et Robespierre, il est acquitté triomphalement par le Tribunal révolutionnaire avant d'être assassiné le 13 juillet 1793 par Charlotte Corday.

Après sa mort, sublimée par le tableau de David, commence pour Marat une existence posthume, non moins agitée que la première. Héros d'un culte inouï rendu au "martyr de la Liberté" pendant la Terreur, il devient ensuite un anti-héros absolu, victime d'une "dépanthéonisation" spectaculaire. Dès lors, des mythes tenaces, des légendes inconciliables dorée ou "maratiste", d'un côté, noire ou "anti-maratiste", de l'autre s'affrontent et brouillent notre compréhension du personnage. Recentrant les analyses sur les documents et les archives, donnant la parole au principal intéressé, Serge Bianchi se propose de réduire voire d'abolir le fossé creusé entre ces mémoires si contrastées et la biographie de celui qui se voulut "l'Ami du Peuple".

Serge Bianchi, *Marat, l'ami du peuple*, éd. Belin, 420 p., 25 €



Collectionner la Révolution Française

Pour détourner une phrase de Saint-Just, peut-on collectionner «innocemment»? Rechercher, rassembler, conserver, le cas échéant exposer des objets et/ou des écrits de la Révolution française suppose un minimum un intérêt pour l'idée même de collection, mais peut aussi impliquer le désir de transmettre le souvenir et les héritages des années 1789-1799. Le premier cas peut tenir de la simple érudition, d'un esprit inclinant à la collection, voire d'achats susceptibles de donner lieu à échanges, reventes, etc., sans que le politique y trouve toujours sa place. Le second cas renvoie au domaine des «passeurs de révolution», de celles et ceux pour qui objets, images, écrits relèvent aussi d'une mémoire à transmettre aux générations successives, éventuellement au nom de l'idée d'une révolution qui ne serait pas encore advenue et de principes qui resteraient à défendre. Pourquoi et comment collectionner la Révolution française? Qui ont été ces collectionneurs, comment et sur quoi ont-ils fondé leur érudition, leurs techniques de collectionneur, leurs réseaux? Ce sont ces parcours que le présent ouvrage se propose d'interroger.

Sous la direction de Gilles Bertrand, Michel Biard, Alain Chevalier, Martial Poirson et Pierre Serna, Société des études robespierristes, collection Etudes révolutionnaires, 312 p., 25€

